

INTRODUCTION AUX DROITS DES ÉTRANGERS ET DE L'ASILE

Section 1. Prolégomènes

- §1. Le droit des étrangers : une expression trompeuse
- §2. Des intitulés alternatifs ?
- §3. Le droit des étrangers : une matière émergente et transdisciplinaire

Section 2. Les caractéristiques du droit des étrangers

- §1. Un droit pléthorique, instable et illisible
- §2. Un hiatus entre théorie et pratique : l'infra droit des étrangers
- §3. Un droit procédant à des catégorisations à outrance
- §4. Un droit reposant plus sur des obligations que sur des droits ?

LEÇON 1. LES GRANDES ÉTAPES DE L'ÉDIFICATION DU DROIT CONTEMPORAIN DES ÉTRANGERS

Section 1. Difficile détermination de l'acte de naissance du droit des étrangers

Section 2. II^{ème} et III^{ème} République : creuset français, protection du travail national et origine républicaine de Vichy

- §1. Monarchie de Juillet : l'apparition du discours de défense du travail national
- §2. III^{ème} République : la montée des nationalismes et de la xénophobie
- §3. Années 1920 : le contrôle de l'accès des immigrés au travail

Section 3. Crises des années 1930 et origines républicaines de Vichy

- §1. 1932 - 1934 : protection du travail national
- §2. 1938 : décrets-lois « Daladier » : la dialectique du bon grain et de l'ivraie
- §3. Vichy : l'enfermement et l'enrôlement des étrangers en surnombre dans des Groupements de travailleurs

Section 4. Les trente glorieuses (1945 – 1973) : un droit de régularisation permanent

- §1. GPRF : la refondation du statut des étrangers dans l'ordonnance du 2 novembre 1945
- §2. 1956 : la régularisation systématique

Section 5. La suspension de l'immigration du travail et des familles

- §1. 1974 : l'avènement du discours de la « maîtrise de l'immigration »
 - A. Tentatives de redéfinition du statut des étrangers par voie de circulaires.
 - B. L'entrée en scène du Conseil d'Etat et du mouvement associatif
- §2. Première tentative de légalisation de la rétention administrative des étrangers

Section 6. Européanisation et uniformisation sécuritaire des politiques migratoires

§1. L'européanisation de la politique d'asile et d'immigration

A. De la coopération intergouvernementale à la communautarisation

1. Schengen
2. Dublin et Maastricht

B. La communautarisation de la politique d'asile et d'immigration

1. Le traité d'Amsterdam du 2 octobre 1997
2. Le traité de Lisbonne de 2007

§2. Durcissement et externalisation des politiques d'asile et d'immigration

A. Programmes pluriannuels (1999 – 2015)

B. Agenda européen en matière de migration (2015 - 2020)

C. Le nouveau pacte sur la migration et l'asile (2020 -)

LEÇON 2. INVENTAIRE DES SOURCES FORMELLES

Section 1. Les sources internes

§1. Profusion et instabilité législative et réglementaire

§2. Du droit souple à foison

Section 2. Les normes internationales et européennes

§1. Les accords bilatéraux

A. Accords d'extradition

B. Accords bilatéraux sur l'immigration ou la gestion concertée

1. Accords franco-algérien
2. Dans le cadre des autres décolonisations
2. Coopération transfrontalière

§2. Les sources multilatérales internationales

A. L'émergence d'un droit international des migrations

1. Un droit international général traitant peu de la question des étrangers
2. Conventions sectorielles
2. Pacte de Marrakech de 2018
4. Conventions de l'OIT

B. Droit des réfugiés et apatrides

1. Protection internationale des réfugiés
2. Protection internationale des apatrides

§3. L'incidence du droit européen des droits de l'Homme

A. La CESDH

B. Autres conventions du Conseil de l'Europe

§4. L'incidence du droit de l'Union européenne

A. Régime d'asile européen commun (RAEC)

1. Le système « Dublin »
2. Directives asile
3. L'Agence de l'Union européenne pour l'asile (AUEA) (ancien bureau européen d'appui en matière d'asile - EASO)

B. Normes européennes concernant la migration légale

1. Dans le domaine de l'immigration familiale
2. Dans le domaine de l'immigration économique
3. S'agissant de l'immigration permanente



C. Normes européennes concernant la migration irrégulière

1. La directive « Retour »
2. Dans le domaine du séjour irrégulier
3. Frontex

LEÇON 3. LES ACTEURS DU DROIT DES ÉTRANGERS

Section 1. Les acteurs publics

§1. Ministère de l'intérieur / immigration

- A. Le partage des compétences en matière d'immigration avec d'autres ministères (dont la DPM)*
- B. Les secrétariats d'Etat ou ministère de l'immigration*
- C. Le ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire*
 1. La création du ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire
 2. Restructuration des administrations de l'immigration
- D. La compétence exclusive de la Direction générale des étrangers en France (DGEF)*

§2. Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)

- A. Histoire de l'Office*
 1. L'Office national de l'immigration (ONI)
 2. L'Office des migrations internationales (OMI) (1998 – 2004)
 3. De l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (A NAEM) à l'OFII (2005 – 2009)
- B. Les missions de l'OFII*

§3. L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA)

- A. Histoire de l'OFPRA*
- B. Missions de l'OFPRA*

§4. Le Parlement : orientations annuelles de la politique d'asile, d'immigration et d'intégration

§5. La compétence subsidiaire mais réelle des collectivités locales

- A. La municipalisation du droit des étrangers*
- B. Rôle des départements (ASE)*

Section 2. Les acteurs privés

§1. L'importance des principales associations actives dans le champ

§2. Les associations collaborant à la mise en œuvre des politiques d'immigration (marché ou délégation)

- A. Exemples associations intervenantes en rétention*
- B. Le pré-accueil des demandeurs d'asile*
- C. L'évaluation des mineurs non accompagnés*
- D. L'accès à la nationalité / procédure de naturalisation*

LEÇON 4. ENTRÉE

Section 1. Les conditions d'entrée sur le territoire français

§1. L'exigence des visas

- A. Les catégories de visa*
 1. Les visas de court séjour (VCS) ou visas « Schengen »
 - a. Visa de transit
 - b. Visas de court séjour (VCS)
 2. Les visas de long séjour (VLS)
- B. La délivrance des visas*
 1. L'harmonisation européenne pour les visas de court séjour
 2. La compétence nationale pour les visas de long séjour
 3. La motivation des refus de visa

Droits des étrangers et de l'asile – Serge Slama, Université Grenoble Alpes.

Propriété de l'UNJF – cours destiné à l'usage privé des étudiants dans le cadre de leurs études et à l'usage personnel et/ou professionnel du personnel de l'établissement membre. Toute commercialisation des cours est interdite.



C. Le contentieux du refus de visa

1. La Commission de recours contre les refus de visa (CRRV)
2. Le juge administratif (TA de Nantes)

§2. Les attestations d'accueil

§3. Les justificatifs de revenus et d'assurance

§4. Conditions d'ordre public et sanitaires

Section 2. Les refus d'entrée sur le territoire

§1. L'étranger, non demandeur d'asile

§2. La demande d'asile à la frontière

A. Audition par l'OFPRA

B. Recours TA

Section 3. Le maintien en zone d'attente

§1. Le périmètre de la zone d'attente

§2. Les conditions du maintien en zone d'attente

A. La durée du maintien en zone d'attente

B. Les droits reconnus au maintenu

C. Le contrôle du juge des libertés et de la détention

LEÇON 5. SÉJOUR

Section 1. Les différents titres de séjour

§1. Les titres de séjour de courte durée

A. La carte de séjour temporaire

1. La carte de séjour mention « vie privée et familiale »
 - a. Histoire de la carte de séjour mention « vie privée et familiale »
 - b. Les personnes concernées
2. La carte de séjour mention « étudiant »

B. La carte pluriannuelle

§2. Les titres de séjour de longue durée

A. Les cartes de résident

B. La carte de séjour permanent

Section 2. La délivrance du titre de séjour

§1. Les règles et conditions générales

A. Clauses générales d'accès au séjour

1. Détention préalable d'un visa de long séjour
2. Réserves liées à l'ordre public et à la polygamie
3. Intégration républicaine

B. Règles générales d'accès au séjour

1. Le moment de la demande
2. L'instruction de la demande
3. Le récépissé de la demande
4. La délivrance du titre de séjour

C. Droits attachés aux titres de séjour

§2. La commission du titre de séjour

A. Une saisine limitée

B. La composition

C. La procédure

Section 3. Le retrait du titre de séjour

§1. Les retraits obligatoires

§ 2. Les retraits facultatifs



LEÇON 6. ASILE ET PROTECTIONS INTERNATIONALES

Section 1. Les différentes formes de protection

- §1. La protection constitutionnelle
- §2. La protection conventionnelle
 - A. *Les fondements juridiques*
 - B. *Les critères de reconnaissance*
 - C. *La cessation et « retrait » de la protection*
- §2. La protection subsidiaire
 - A. *Conditions d'octroi à la PS*
 - B. *Exclusion et retrait*
- §3. La protection temporaire

Section 2. La procédure d'examen

- §1. Les obstacles préalables à l'examen de la demande de protection
 - A. *L'accès au territoire français*
 - B. *La détermination de l'Etat responsable*
 - C. *Le pré-accueil*
 - D. *La double demande « asile- séjour »*
- §2. L'examen de la demande de protection
 - A. *Les délais*
 - 1. *La procédure normale*
 - 2. *La procédure accélérée*
 - B. *L'entretien avec un agent de l'OFPPRA*

Section 3. Les droits des demandeurs d'asile

- §1. Les droits spécifiques pour les demandeurs d'asile
 - A. *L'hébergement imposé*
 - B. *L'allocation pour demandeur d'asile*
- §2. Les droits généraux
 - A. *Droit au travail*
 - B. *Protection sociale et scolarisation*

Section 4. L'issue de la procédure

- §1. L'octroi d'une protection
 - A. *Carte de séjour*
 - B. *Réunification familiale*
- §2. La saisine de la CNDA
- §3. Les déboutés du droit d'asile



LEÇON 7. L'ÉLOIGNEMENT

Section 1. Les mesures administratives d'éloignement

§1. L'obligation de quitter le territoire français (OQTF), un régime complexe et imbriqué de décisions

A. La décision d'obligation de quitter le territoire français (OQTF)

1. Une mesure générale
2. Les personnes protégées
3. Le délai de départ volontaire (DDV)

B. L'interdiction de retour sur le territoire français (IRTF)

C. Pays de renvoi (arrêté de destination)

D. Massification de la contestation des OQTF et complexification du régime contentieux

§2. L'expulsion

A. Les catégories de personnes protégées

1. Les protections relatives
2. Les protections renforcées

B. La procédure d'expulsion

1. La procédure de droit commun
2. La procédure en urgence absolue

C. Les effets et contestation de l'arrêté d'expulsion

§3. Les éloignements intra-européens

A. La remise à un autre Etat membre

1. Les personnes concernées
2. La procédure applicable

B. L'éloignement décidé par un Etat membre de l'UE

C. Interdiction de circulation sur le territoire français (ICTF) assortissant une décision de remise (articles L. 622-1 à L. 622-4)

Section 2. La mise en œuvre des décisions d'éloignement

§1. La rétention administrative

A. Les personnes concernées

1. Les majeurs
2. La présence d'enfants mineurs

B. Une procédure complexe

1. Le placement initial
2. La prolongation par le JLD

C. Les modalités de la rétention

§2. L'assignation à résidence

A. Les différentes formes d'assignation à résidence

1. Assignation à résidence aux fins d'exécution de la décision d'éloignement (articles L. 731-1 à L. 731-2) (AAR 45 « jours » ou alternatives à la rétention)
2. Assignation à résidence en cas de report durable de l'éloignement (articles L. 731-3 à L. 731-5) (AAR « longue durée »)

B. Le régime des AAR : les obligations de l'étranger assigné (articles L. 732-1 à L. 732-9)

§3. L'exécution des mesures d'éloignement



LEÇON 8. LA PÉNALISATION (CRIMMIGRATION)

Section 1. L'interpellation, à l'issue d'un contrôle, et l'arrestation de l'étranger

§1. Les contrôles d'identité et de séjour

A. Les contrôles d'identité de droit commun

1. Les contrôles d'identité judiciaires
2. Les contrôles d'identité préventifs
 - a. Les contrôles d'identité sur réquisitions du procureur de la République
 - b. Les contrôles d'identité de maintien de l'ordre public
 - c. Les contrôles d'identité dits « Schengen »

B. Les contrôles d'identité spécifiques (contrôle du séjour)

§2. L'arrestation de l'étranger

A. Les modalités de la retenue

B. Les garanties des personnes retenues

Section 2. La répression pénale

§1. La pénalisation directe

A. L'entrée irrégulière

B. Le maintien irrégulier

C. La soustraction à une mesure d'éloignement

§2. La pénalisation indirecte

A. L'aide à l'entrée, au séjour et à la circulation irréguliers : la difficile remise en cause

1. Un délit persistant
2. Les causes d'immunité

B. Les liens familiaux de complaisance

C. Les transporteurs

§3. Les interdictions judiciaires du territoire français

A. La protection relative

B. La protection renforcée

LEÇON 9. LES MINEURS ÉTRANGERS

Section 1. La protection de l'enfance

§1. Le dispositif de droit commun

§2. Le dispositif « bis »

A. Le choix d'une dérogation au droit commun

B. Les critères d'accès au dispositif « bis »

1. L'appréciation de l'isolement
2. L'appréciation de la minorité

C. Les voies de recours

§3. Le dispositif « ter »

Section 2. Les droits des mineurs

§1. Le droit au séjour

§2. La circulation des mineurs

A. Le document de circulation

B. Le titre républicain

§3. La protection absolue contre l'éloignement

§4. La scolarisation



LEÇON 10. LES MEMBRES DE FAMILLE

Section 1. Le cercle des destinataires du regroupement familial

§1. L'étranger en France

§2. Les membres de famille à l'étranger

A. L'admissibilité des membres de famille

1. Le conjoint majeur
2. Les enfants mineurs

B. L'admissibilité de tous les membres de famille

C. Les exclusions

Section 2. Les conditions du regroupement familial

§1. Les ressources

§2. Le logement

§3. L'intégration républicaine

Section 3. La procédure de regroupement familial

§1. L'instruction de la demande

A. Le délai d'instruction

B. La double instruction

§2. La décision des autorités préfectorales

§3. L'admission au séjour des bénéficiaires

A. Le régime de droit commun

B. Les régimes spécifiques

C. Les conditions communes

Section 4. La remise en cause du regroupement familial

§1. Les hypothèses de remise en cause

§2. La procédure de remise en cause

LEÇON 11. LE TRAVAIL

Section 1. L'exigence d'une autorisation de travail

§1. Les différents types d'autorisation de travail

A. Les titres de séjour généraux

B. Les titres de séjour spécifiques

§2. La demande d'autorisation de travail

A. L'instruction de la demande

B. La situation de l'emploi

1. L'absence d'opposabilité de la situation de l'emploi
 - a. Les métiers « en tension »
 - b. Les mineurs et jeunes majeurs

2. L'opposabilité de la situation de l'emploi

C. La régularisation exceptionnelle

§3. Le renouvellement de l'autorisation de travail

A. Le renouvellement de la carte portant la mention « salarié »

B. Le renouvellement de la carte portant la mention « travailleur temporaire »



Section 2. L'absence d'autorisation de travail

§1. Les sanctions des employeurs

A. Les sanctions pénales

B. Les sanctions administratives

1. La contribution forfaitaire

2. La contribution spéciale

C. Le cumul des sanctions administratives et pénales

§2. La protection des travailleurs

